



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Le-piege-irakien>

Le piège irakien

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 893 - octobre 1990 -

Date de mise en ligne : lundi 7 avril 2008

Date de parution : octobre 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

N'allons pas prétendre qu'À la C.I.A. on ignorait les préparatifs d'invasion du Koweït ! Les livraisons d'armes À l'Irak, poursuivies et accentuées depuis la fin du conflit avec l'Iran, visaient À faire bouillir la marmite . Les guerres sont, de tradition, un important débouché pour les sociétés pétrolières, industrielles et minières, leurs meilleures occasions de profits, assez pour qu'il soit permis d'élaborer un scénario jusque là tenu sous le boisseau.

L'affaire du Koweït aurait été ainsi préparée de longue date, mijotée par la C.I.A. Il fallait, tout d'abord, neutraliser l'Union Soviétique dans son rôle de gendarme de la paix mondiale (*), un gendarme qui tenait en respect les faucons va-t-en-guerre du Pentagone brûlant d'en découdre. Nombre de conflits n'ont-ils pas été encouragés par la menace de représailles À l'encontre d'une agression américaine d'envergure ?

A cet effet, une stratégie, élaborée au sein de la Commission trilatérale, a mis en branle un ensemble de minorités contestataires pour aboutir À cette "pétro-restauration", prônant une déstabilisation du bloc des pays de l'Est, À l'écarter du pacte de Varsovie, À la conquête des immenses richesses potentielles de l'Union Soviétique par les affairistes occidentaux pressés de les exploiter, ainsi que la main d'œuvre, dans le cadre d'une économie de marché.

Endetté jusqu'au cou par les fabricants et marchands d'armes, l'Irak aux abois, n'avait plus qu'À faire main basse sur les richesses de son minuscule voisin, au terme d'une simple promenade militaire, donnant ainsi aux Etats-Unis, patrie des pétroliers, un bon prétexte À déployer leur armada en arguant des intentions perverses À l'agresseur d'étendre son action À l'Arabie Saoudite. Se sont mis ainsi en place les ingrédients propres À déclencher un conflit, après que l'URSS ait baissé sa garde, laissant le champ libre aux forces américaines arrivées À pied d'œuvre et volant au secours des intérêts pétroliers.

Les Compagnies recueillent déjà les premiers fruits de l'opération : une hausse sensible de leurs produits. Il y a mieux : le gel, puis le dégel des avoirs koweïtiens devrait permettre aux banques occidentales de se rembourser d'un trait de plume des dettes accumulées par l'Irak.

Cependant, les sociétés pétrolières n'entendent pas se laisser confisquer par l'Irak, les profits que leur procurait l'exploitation des puits du Koweït. A défaut d'obtenir les assurances nécessaires, elles n'hésiteront pas À faire recours aux forces américaines concentrées À proximité.

Acculé par le blocus et l'embargo, comme l'avait été le Japon en 1941, l'Irak, surarmé, peut se voir contraint, face aux forces d'intervention massées À ses frontières et dans le golfe, de jouer son va-tout en tirant dans le tas de tous ses missiles, Exocet compris.

Les Bourses s'effondrent ? La guerre les fera remonter en flèche. Le capitalisme a besoin des guerres pour soutenir les débouchés, résorber les excédents industriels et miniers, recréer la rareté économique aux spéculateurs, développer les profits, relancer l'emploi et faire remonter le prix du pétrole.

Résumons : au départ, un lourd endettement de l'Irak et la tentation de s'en acquitter en s'emparant des avoirs, de l'or et des richesses du voisin. Omnipotente, la C.I.A. au service des intérêts étroitement imbriqués des sociétés pétrolières, des banques et de l'Etat américain, À la recherche d'un casus belli devenu plausible depuis la neutralisation de représailles soviétiques et l'écarter de l'unité arabe.

Que l'annexion du Koweït remette en cause des frontières tracées À l'ère coloniale ? N'est-ce pas aux populations d'en décider ? L'affaire Irak-Koweït devra sans doute trouver son issue dans un référendum, même si ce processus devait se voir invoqué, par la suite, par d'autres nations dites indépendantes, un processus moins coûteux, moins désastreux qu'une guerre.

D'autres ont déjà noté que les sanctions adoptées À l'encontre de l'Irak auraient dû s'exercer pareillement lors de l'intervention américaine À La Grenade, au Panama, À Cuba, au Nicaragua. A-t-on oublié le Viet-Nam, la Corée, le Mexique, l'occupation sur la Libye, le soutien actif des Etats-Unis À tant et tant de dictatures dans le monde ?

U.S.A. Go home ! Les graffitis refléussent sur les murs. Qu'ils restent chez eux. Nul ne menace leur territoire. Balançons-leur tous leurs maudits dollars répandus dans le monde et tout va et qu'ils en crèvent ! Une monnaie de consommation fera tout aussi bien l'affaire pour payer le travail, assurer les approvisionnements et les distribuer aux consommateurs.

(*) NDLR. Par souci d'objectivité d'après l'agence soviétique Novosti elle-même, l'Irak a acheté l'étranger, de 1980 à 1989, pour 25 milliards de dollars d'armes dont 53 % à l'Union Soviétique et 20 % à la France.

Affirmant que l'URSS a arrêté ses livraisons d'armes août quand l'Irak a fait irruption au Koweït, cette agence conclut cependant : "il faut collaborer sous l'égide de l'ONU un projet de convention internationale limitant la vente des armes et les interdire à l'avenir".